

ÉVÈNEMENT

Les discussions intensives sur le Brexit se poursuivaient, mercredi 16 octobre, veille d'un sommet européen décisif.

Alors que la date couperet restait le 31 octobre, le président du Conseil européen Donald Tusk estimait que les «bases d'un accord» avaient été trouvées.

Quel que soit le scénario, les deux acteurs préparent l'argumentaire à présenter à leurs opinions respectives, au regard de l'Histoire.

Brexit, une histoire en marche

— Un sommet européen décisif a lieu aujourd'hui à Bruxelles, alors que la date couperet du Brexit est prévue le 31 octobre.

— Après plusieurs jours à se rejeter la faute du blocage, le Royaume-Uni et l'Union européenne ont fini par décrocher les «bases d'un accord», au terme de tractations intenses de dernière minute.

Que restera-t-il du Brexit, dans les têtes et les manuels scolaires, quand les interminables tractations seront terminées? Dira-t-on comme Shakespeare, «*beaucoup de bruit pour rien*», si le scénario avancé d'un divorce à l'amiable entre Londres et Bruxelles finit par l'emporter? Ou se rejetera-t-on la faute si le torchon brûle malgré tout, chaque camp s'efforçant de se retrouver vis-à-vis de leurs opinions respectives du bon côté de l'Histoire?

Même si les «bases d'un accord» sont prêtes, à entendre mercredi

16 octobre le président du Conseil européen, Donald Tusk, le spectre du *no deal* ne peut être écarté. Le texte doit encore obtenir le feu vert du Conseil européen, réuni ces 17 et 18 octobre, et celui du Parlement britannique.

L'arsenal rhétorique est déjà prêt, à Londres, en cas d'échec des discussions. Les députés conservateurs ont reçu du 10 Downing Street des instructions, début octobre, dans un e-mail intitulé «*lignes à suivre*», en cas de refus des propositions britanniques sur la frontière irlandaise. «*Cela sera perçu par tout le monde comme une politique folle, alors que nous avons proposé un compromis pour éviter une telle situation.*»

La réplique est toute trouvée, à Bruxelles. En plus de trois ans de pourparlers, le négociateur en chef du Brexit pour l'Union européenne, Michel Barnier, n'a cessé de le répéter à ses interlocuteurs britanniques: «*C'est vous qui créez le problème, en décidant de quitter l'Union européenne!*»

Sous-entendu, ce n'est pas à nous, membres restants de l'Union, de payer les conséquences inévitables d'un départ que nous regrettons.

Il y a huit jours, Donald Tusk a voulu mettre un terme aux enfantillages, rappelant la gravité historique du moment. «*L'enjeu n'est pas de gagner un jeu de blâme stupide, a-t-il tweeté. Il y va de l'avenir de l'Europe et du Royaume-Uni, ainsi que de la sécurité et des intérêts de nos citoyens. Vous ne voulez pas d'accord, vous ne voulez pas de prolongation, vous ne voulez pas révoquer, quo vadis («Où vas-tu en latin», NDLR)?*»

Depuis, les petites phrases ont cessé. Les postures politiques ont laissé place à une ambiance plus studieuse. Les deux parties sont entrées dans des tractations marathon, avec pour instruction de ne rien faire fuiter dans la presse (*lire ci-contre*). En acceptant le principe d'un traitement spécifique de l'Irlande du Nord après le Brexit, le premier ministre britannique Boris Johnson a ouvert la voie à des discussions de dernière



minute. « Il a bien vu que le rapport coût-bénéfice s'inversait à son détriment, il ne servait plus à rien de continuer à marquer un deal qui ne fasse plaisir qu'à son parti », estime Samuel Faure, politologue au CNRS.

Avec du recul, cet expert pense que l'on se souviendra du front unifié des Vingt-Sept face à Londres. « Si on revient à l'été 2016, rien n'était gagné. Le discours dominant, après le référendum sur le Brexit, on parlait du risque d'un effet domino et d'une explosion de l'UE. Rien de tout cela n'est arrivé. Force est de constater la résilience des institutions européennes, malgré des États aux positions et aux intérêts différents. »

C'est en grande partie grâce à la méthode commune adoptée, où les Vingt-Sept se sont rangés derrière un seul et unique négociateur qui rend des comptes au fil de l'eau. Et aux élections nationales et européennes, qui n'ont jamais donné raison à des partis europhobes, malgré les percées populistes.

De fait, les lignes rouges tracées en début de négociations

« Force est de constater la résilience des institutions européennes, malgré des États aux positions et aux intérêts différents. »

par les Vingt-Sept ont bien tenu. Pas question d'installer une frontière physique sur l'île d'Irlande, en vertu de l'accord du Vendredi saint, signé en 1998 pour mettre fin à trente ans de guerre civile. Et pas question que la gestion de cette frontière revienne à accorder au Royaume-Uni un accès « à la carte » au marché commun, dont la clé doit demeurer le respect des « quatre libertés » de circulation (des biens, des capitaux, des services et des personnes).

Une partie de la presse britannique s'étonne encore de l'obstination des Vingt-Sept à soutenir

la République d'Irlande et ses 5 millions d'habitants, à peine plus de 1% de la population européenne. Dublin a même obtenu de l'UE un droit de regard sur l'accord final, alors que les autorités irlandaises ne veulent être coupées ni de l'Irlande du Nord ni du reste du continent. « C'est le sens profond de la politique de l'UE. Les États membres qui rencontrent des difficultés doivent être pleinement soutenus par les autres, cela vaut pour n'importe quel pays, quelle que soit sa taille », fait-on valoir dans l'entourage d'Emmanuel Macron.

Pour l'historien de l'Europe Étienne François (1), les négociations du Brexit seront aussi jugées à l'aune de la relation ancienne du Royaume-Uni avec le reste de l'Europe. Le chercheur rappelle une adhésion par défaut des Britanniques à l'UE en 1973, après avoir échoué à imposer leur propre Association européenne de libre-échange (AELE), mais aussi les résistances de De Gaulle à leur entrée, et les dérogations aux règles générales qui ont été exigées sous l'ère Thatcher et les

« On se rend compte que ce pays est bien plus intégré qu'on le croyait dans l'UE, et qu'il est tout aussi difficile d'en sortir, trois ans après le référendum. »

suyvantes. « De même que l'entrée du Royaume-Uni ne s'est pas faite sur un large consensus, on se rend compte que ce pays est bien plus intégré qu'on le croyait dans l'UE, et qu'il est tout aussi difficile d'en sortir, trois ans après le référendum », souligne l'historien.

L'impossible clarification des liens transmanche tient aussi à une ambiguïté dans l'identité européenne des Britanniques. « Il y a cette tendance répandue de s'exclure soi-même en parlant d'Europe, tout en ayant pertinemment conscience d'en faire partie, poursuit Étienne François. L'un des

premiers à avoir plaidé pour les États-Unis d'Europe, après Victor Hugo, c'était Winston Churchill. Mais par là, il entendait une communauté des États du continent européen. »

Les acteurs du Brexit auront-ils fait au mieux pour fonder une nouvelle relation satisfaisante pour tous ? Les opinions en jugeront. Selon une étude menée en septembre par l'institut Kantar, 44% des Irlandais s'attendent plutôt à une hausse des tensions politiques entre Londres et Bruxelles après le Brexit, contre 41% des Espagnols, 40% des Allemands, et 29% des Français. « Pour les Européens continentaux, la perception de la solution sera étroitement liée à son impact. Si elle ne fait pas de vagues, personne n'en parlera. Plus les conséquences seront graves, plus on cherchera à blâmer les responsables », résume Emmanuel Rivière, président du centre Kantar sur le futur de l'Europe.

Jean-Baptiste François

(1) Qui a dirigé l'encyclopédie Europa, notre histoire. L'héritage européen depuis Homère, Les Arènes, 2017, 39 €.

repères

Plus de trois ans de tractations

23 juin 2016. Les partisans du Brexit emportent le référendum organisé par le premier ministre David Cameron. Celui-ci démissionne peu après.

29 mars 2017. La première ministre Theresa May active l'article 50 du traité européen, les négociations

avec l'Union européenne peuvent s'engager.

29 mars 2019. La Chambre des communes rejette pour la troisième fois l'accord de sortie signé par Theresa May et l'UE. La date de sortie est repoussée.

24 juillet. Boris Johnson succède à Theresa May et promet une sortie rapide de l'UE, avec ou sans accord.

4 septembre. La Chambre des communes vote contre un Brexit sans accord.

1^{er} octobre. Boris Johnson propose une alternative pour éviter le retour d'une frontière sur l'île d'Irlande : l'Irlande du Nord sortirait de l'Union douanière, mais serait maintenue dans le marché commun pour quatre ans renouvelables. Des contrôles auraient lieu entre la province et le reste du Royaume, en mer d'Irlande. Paris et Berlin jugent le projet irréalisable en l'état.

31 octobre. Date entérinée pour mettre en œuvre le Brexit.